

ne l'a pas fait sur le plan provincial, parce que c'est impossible. On ne l'a pas fait sur le plan fédéral parce que les gouvernements fédéraux s'en sont désintéressés. Mais je puis lui assurer que, le jour où le parti de la C.C.F. aura en mains le gouvernement fédéral...

M. MacNicol: Dans mille ans.

M. Gillis:... il ne sera plus nécessaire de formuler les griefs que nous entendons aujourd'hui. Nous mettrons en valeur nos ressources. C'est la seule façon d'arriver à ce résultat.

Je propose à l'honorable député de Lake-Centre, qui est intelligent, de retourner en Saskatchewan et de voir ce qu'il pourrait faire pour assurer l'arrivée au pouvoir à Ottawa d'un gouvernement C.C.F. Il n'aura plus alors à agiter les bras en cette enceinte et à formuler des griefs vieux d'au moins soixante-quinze ans.

Je n'ai pas pris la parole pour parler comme je le fais en ce moment, mais les observations de mon honorable collègue m'y ont engagé. On compte un bon nombre de députés de la Saskatchewan ici et ils sont tout à fait en mesure de se porter à la défense de ce qui se fait là-bas. Il est certain qu'avant la fin du présent débat ils auront exprimé leurs idées là-dessus.

Je ferai observer qu'on ne cesse de demander de nouveaux services de sécurité sociale, de nouveaux travaux publics, toutes choses qui obligeront le gouvernement fédéral à dépenser des fonds publics. A ce sujet je vous parlerai de la production, de l'utilisation de nos ressources, car vous ne pouvez pas dépenser plus que vous ne produisez. Si nous ne portons pas la production de notre pays à son maximum, si nous n'utilisons pas nos ressources pleinement et si nous ne maintenons pas l'embauchage à son plus haut niveau, nous ne pourrons jamais réaliser toutes ces choses que nous désirons.

Il existe en Nouvelle-Écosse un grief qui ne devrait pas exister. Je veux parler de la pleine utilisation de nos ressources naturelles. Je regrette que le ministre du Commerce (M. Howe) ne soit pas à son siège. Au cours des deux derniers mois, l'industrie minière de la Nouvelle-Écosse, qui est une de nos industries fondamentales, n'a travaillé qu'une partie du temps, et certaines des grosses houillères ont été complètement fermées pendant une courte période. On a adressé des télégrammes au Gouvernement et à moi afin de savoir pourquoi cette industrie de base était alors inactive ou partiellement inactive faute de marchés pour écouler la houille.

A l'ouverture des hostilités en 1939, il a été décidé que les producteurs de houille de la Nouvelle-Écosse devraient se livrer au

commerce du charbon de soute. La guerre nous avait privés de nos débouchés ordinaires. Le Gouvernement s'est mis à importer du charbon américain en quantités toujours plus abondantes, cédant ainsi aux États-Unis le marché de l'Ontario où nous vendions 1 million de tonnes de charbon et celui du Québec où nous en écoulions 2½ millions de tonnes avant la guerre. A ce moment-là, j'ai rappelé au ministre de la Reconstruction et des Approvisionnements ce qui s'était passé pendant la première Grande Guerre. C'est ainsi que nous avions agi à cette époque. Cependant, il nous a fallu vingt ans pour reconquérir les débouchés de l'Ontario et du Québec, ce qui a coûté très cher en subventions aux contribuables canadiens. J'ai signalé que nous procédions de la même façon pendant le deuxième conflit. J'ai fait observer au ministre que, s'il cédait aux Américains les débouchés ordinaires de la houille de Nouvelle-Écosse, il devait procéder par voie d'un accord ou d'une entente stipulant qu'à la fin de la guerre, ces débouchés nouveaux pour la houille de Nouvelle-Écosse soient retournés à la province.

On ne l'a pas fait. A mon avis, il nous faudrait protéger nos marchés en favorisant l'expansion de notre industrie de la houille et en faisant en sorte qu'elle réponde le plus tôt possible à nos propres besoins. Diminuons nos importations en provenance des États-Unis. Nous épargnerons ainsi ces dollars américains si nécessaires à notre économie. Accroissons notre industrie du combustible, car nous n'importons rien autant que de la houille américaine. Voilà précisément un des grands obstacles à l'entrée des dollars américains. Mais on n'a rien fait en vue de protéger nos marchés ou d'amplifier notre industrie.

C'est plutôt le contraire qui est vrai. L'industrie de la Nouvelle-Écosse rétrograde, et je crois qu'on en projette systématiquement le recul. Comme le Gouvernement néglige de favoriser l'utilisation de la houille de la Nouvelle-Écosse, il épargne beaucoup d'argent qu'il doit affecter à des subventions au combustible dans le centre du Canada. Les exploitants de la Nouvelle-Écosse se plient à ces conditions. Certaines mines sont inactives présentement et n'ont pas produit depuis très longtemps. On en congédie les ouvriers, on ferme les mines. On ne fait donc rien en vue de mettre en valeur de nouveaux gisements dans cette partie du pays.

En outre, les exploitants des houillères de la Nouvelle-Écosse sont devenus des importateurs. Il y a environ deux ans, j'inscrivais au *Feuilleton* une question dans laquelle je demandais les noms de ceux qui importaient, au Canada, du charbon des États-Unis. Je n'ai pas obtenu le renseignement demandé.